



# BANQUE CENTRALE DU CONGO

## NOTE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE

Numéro 03.3/2025, semaine du 14 au 21 mars 2025

### CONJONCTURE ECONOMIQUE EN BREF

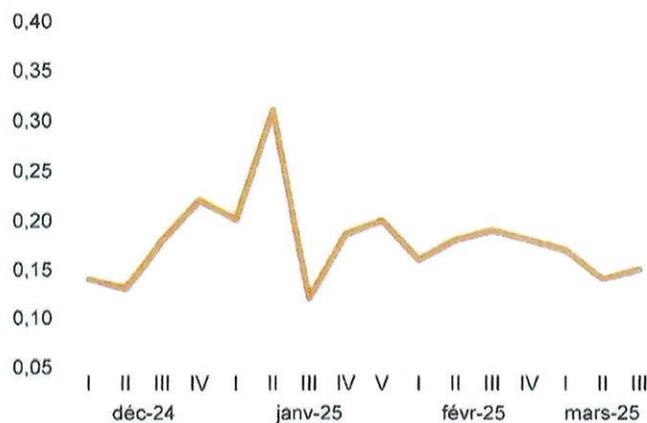
#### I. Développements de la conjoncture économique de la RDC et perspectives

- L'environnement économique intérieur reste marqué par la poursuite de la stabilité tant sur le marché des biens et services que sur celui des changes. Cette situation s'explique par une meilleure coordination des politiques budgétaire et monétaire.

##### 1.1. Croissance économique et inflation

- D'après les dernières estimations, l'activité productive devrait progresser de 5,4 % en 2025 contre 7,9 % en 2024. Bien qu'en ralentissement, cette croissance reste supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.
- Le taux d'inflation hebdomadaire s'est situé à 0,15 % contre 0,14 % la semaine précédente, portant le cumul annuel à 2,20 %. Sur douze mois, l'indice des prix à la consommation a progressé de 10,40 % contre 21,33 % à la période correspondante de 2024.

Graphique 1. Evolution du taux d'inflation hebdomadaire en 2024 et 2025 (en %)



Source : BCC, sur base des données de l'INS.

- Les fonctions de consommation « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « Transports » et « Biens et services divers » ont principalement expliqué le comportement de l'indice global.

Tableau 1. Contributions à l'inflation hebdomadaire (en %)

Fonctions de consommation	Pondération	Contribution en %	
		2 <sup>ème</sup> Sem mars	3 <sup>ème</sup> Sem mars
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	70,02	59,91	75,02
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	3,80	17,86	3,88
Santé	1,96	3,60	2,90
Transports	4,42	7,11	9,24
Restaurants et hôtels	1,49	7,00	2,00
Biens et services divers	4,32	3,13	6,10

Source : BCC.

##### 1.2. Comportement du taux de change

- Au 21 mars 2025, le taux de change s'est établi à 2.864,98 CDF le dollar américain et 2.881,88 CDF, respectivement sur le marché interbancaire et au parallèle. Comparativement à la situation du 14 mars 2025, la monnaie nationale s'est dépréciée de 0,15 % sur le marché interbancaire et de 0,20 % sur le marché parallèle.
- En cumul annuel, le franc congolais s'est déprécié de 0,68 % à l'indicatif et 0,52 % au parallèle.

Tableau 2. Evolution hebdomadaire du taux de change en RDC

Date	Cours indicatif		Cours parallèle		Moyen	Var. (%)
	Moyen	Var. (%)	Acheteur	Vendeur		
<i>Evolution mensuelle du taux de change, et de sa variation (en %)</i>						
31-déc-24	2 845,46	0,03	2 858,13	2 875,63	2 866,88	0,16
<i>Evolution hebdomadaire du taux de change, et de sa variation (en %)</i>						
27-déc-24	2 839,76	-0,84	2 854,38	2 872,50	2 863,44	-0,17
31-janv-25	2 847,66	-0,05	2 858,75	2 881,68	2 870,32	-0,05
28-févr-25	2 856,10	-0,01	2 876,25	2 896,25	2 886,25	-0,16
07-mars-25	2 862,18	-0,21	2 868,75	2 890,00	2 879,38	0,24
14-mars-25	2 860,63	0,05	2 866,88	2 885,63	2 876,26	0,11
21-mars-25	2 864,98	-0,15	2 872,50	2 891,25	2 881,68	-0,20
Cumul annuel		-0,68				-0,52

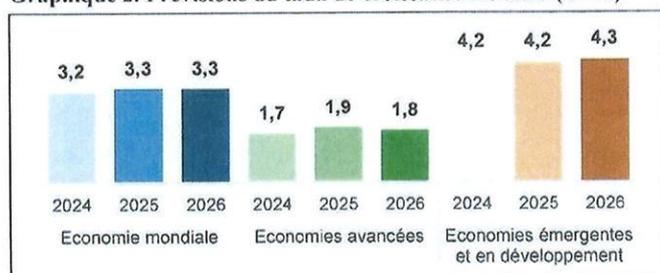
Source : BCC.

## II. Facteurs explicatifs de l'évolution de la conjoncture Intérieure

### 2.1. Au niveau international

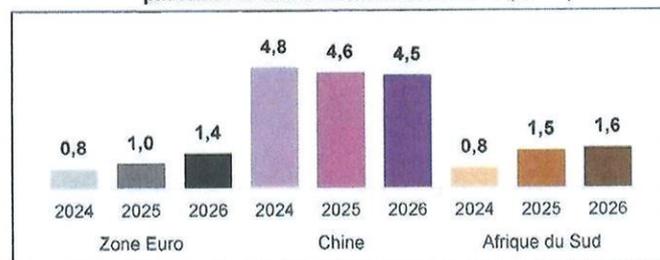
- Les perspectives de l'OCDE, publiées le 17 mars, prévoient un ralentissement de la croissance mondiale à 3,1 % en 2025 et 3,0 % en 2026, inférieure aux prévisions initiales de 3,3 % pour les deux années. Cette révision est due à divers obstacles affectant les échanges dans plusieurs économies du G20.
- En ce qui concerne l'inflation, des tensions persistent dans plusieurs économies, avec une récente reprise de l'accélération du rythme de formation des prix intérieurs. Dans les économies du G20, l'inflation globale devrait s'établir à 3,8 % en 2025 et 3,2 % en 2026.

Graphique 2. Prévisions du taux de croissance mondial (en %)



Source : FMI (WEO, janv. 2025).

Graphique 3. Prévisions des taux de croissance des principaux partenaires commerciaux de la RDC (en %)



Source : FMI (WEO, janv. 2025).

- En rythme hebdomadaire, les cours mondiaux des produits de base intéressant l'économie congolaise se sont globalement inscrits en hausse. En effet :
  - ✓ le prix du baril de pétrole s'est situé à 72,20 USD, soit une hausse de 1,5 % par rapport à son niveau du 14 mars 2025 et une baisse de 3,0 % par rapport à fin décembre 2024 ;
  - ✓ le prix du cuivre s'est négocié à 9.880,15 USD la tonne, soit une progression de 0,7 % par rapport au 14 mars 2025 et une augmentation de 12,4 % par rapport à décembre 2024 ;
  - ✓ le prix de la tonne du cobalt s'est fixé à 26.578,0 USD, enregistrant un rebond de 14,3 % par rapport au 14 mars 2025 et de 10,5 % par rapport à décembre 2024 ;
  - ✓ les prix de la tonne du riz et du blé ont connu des baisses respectives de 2,4 % et 2,1 % par rapport à leurs niveaux du 14 mars 2025, s'établissant à 296,47 USD et 204,19 USD. Le prix du maïs s'est établi à 171,37 USD, soit une hausse de 0,7 %.

### 2.2. Au niveau domestique

- Le maintien des politiques monétaire et budgétaire prudentes ainsi que la bonne coordination de celles-ci ;
- La poursuite de la régulation de la liquidité bancaire.

## III. Facteurs de risque et recommandations

### 3.1. Facteurs de risque

#### Au plan externe

- Les répercussions, sur l'économie mondiale et les marchés mondiaux des produits de base, de l'augmentation des droits de douanes par les Etats-Unis ainsi que les mesures de représailles de ses partenaires ;
- L'intensification des tensions géopolitiques.

#### Au plan interne

- La persistance du conflit dans la partie Est du pays, particulièrement dans les villes sous occupation ;
- Les pressions du conflit sur les finances publiques.

### 3.2. Recommandations

- Le renforcement de la coordination des politiques monétaire et budgétaire, tout en maintenant l'orientation restrictive de la politique monétaire, afin de limiter les éventuelles pressions inflationnistes ;
- La surveillance continue des facteurs de liquidité bancaire ;
- La mise en œuvre des mesures de soutien budgétaire en faveur des secteurs les plus touchés par la crise sécuritaire ;
- La promotion des politiques de soutien au secteur agricole pour améliorer la productivité et renforcer la sécurité alimentaire ;
- L'investissement dans les infrastructures de base (transports, énergie) pour faciliter le commerce et attirer les investisseurs ;
- L'accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles visant à soutenir la diversification économique et la croissance.